

LA TESTE DE BUCH



RÈGLEMENT DE LA HALLE ET DES MARCHÉS

SOMMAIRE

Préambule.....	4
Dispositions générales.....	5
Article 1 - Gestion du marché.....	6
Article 2 - Occupation du domaine public.....	6
Article 3 - Bénéficiaires.....	7
Article 4 - Redevance d'occupation du domaine public.....	7
Article 5 - Règles de fixation des tarifs de redevance.....	7
Article 6 - Règlement de la redevance.....	7
Article 7 - Exonération.....	8
La halle et marchés.....	10
Article 8 - La Commission des marchés.....	11
Article 9 - Statut des occupants de la halle et des marchés.....	12
Article 10 - Street marketing.....	14
Article 11 - Contrôle de l'autorisation.....	14
Article 12 - Circulation de la clientèle et sécurité des personnes.....	14
Article 13 - Atteintes à l'ordre public et à la sécurité des personnes.....	15
La halle.....	17
Article 14 - Horaires d'ouverture et de fermeture au public.....	17
Article 15 - Horaires et jours spécifiques d'ouverture et fermeture sur demande des commerçants.....	17
Article 16 - Affichage et informations sous la Halle.....	18
Article 17 - Vacance d'un étal.....	18
Article 18 - Critères d'attribution d'un étal.....	18
Article 19 - Dossier de candidature pour la reprise d'un étal.....	19
Article 20 - Portée de l'autorisation.....	20
Article 21 - État des lieux d'entrée et de sortie.....	21
Article 22 - Règles d'exploitation d'un étal.....	21
Article 23 - Pénalité pour non-respect des jours de présence et horaires d'ouverture.....	22
Article 24 - Matériel et marchandises sous la Halle.....	22

Article 25 - Redevance d'occupation pour la mise à disposition d'un étal.....	23
Article 26 - Sécurité des installations dans la halle.....	23
Article 27 - Propreté / Nettoyage – Hygiène.....	25
Article 28 - Circulation et stationnement des véhicules des occupants et de leurs salariés.....	27
Article 29 - Travaux.....	28
Article 30 - Interruption temporaire d'activité.....	29
Article 31 - Cessation définitive d'activité.....	30
Article 32 - Exclusions.....	30
Article 33 - Participation aux manifestations festives du Marché.....	31
Les marchés extérieurs.....	32
Article 34 - Emplacement sur le domaine public.....	33
Article 35 - Les dénominations des commerçants.....	33
Article 36 - Répartition des emplacements.....	34
Article 37 – Attribution des places d'abonnés.....	34
Article 38 - Assiduité.....	35
Article 39 – Métrage autorisé.....	36
Article 40 – Présentation.....	36
Article 41 – Nature de l'activité.....	37
Article 42 – Nature des produits vendus.....	37
Article 43 – Stationnement des véhicules des commerçants.....	38
Article 44 – Distribution des tracts.....	38
Article 45 – Redevance.....	39
Article 46 – Cessation d'activité.....	39
Article 47 – Exclusion.....	40
Article 48 – Création, transfert, suppression.....	40
Article 49 – Propreté, nettoyage, hygiène.....	41
Article 50 – Caractéristiques du marché extérieur de La Teste de Buch.....	42
Article 51 – Caractéristiques du marché extérieur de Cazaux.....	41
Mise en application du règlement.....	44
Article 52 – Contrôle de l'autorisation.....	45
Article 53 – Interdiction ou exclusion.....	45
Article 54 – Sanctions.....	46

Règlement d'occupation commerciale du domaine public

PRÉAMBULE

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Locales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2, L 2213-6, L. 2121-29 et L. 2224-18,

Vu le Code de Commerce, notamment ses articles R. 123-208-5 à R. 123-208-8, L 123-29 à L 123-31,

Vu le Code Pénal, notamment son article R. 644-3,

Vu le Code de la Route, en particulier les articles R. 411-3 et R. 417-10 10° :

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu la loi du 02 et 17/03/1791 relative à la Liberté du Commerce et de l'Industrie,

Vu la loi n°69-3 du 3 janvier 1969 modifiée relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe,

Vu la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'industrie modifiée,

Vu la loi n°96 -603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, notamment son article 19,

Vu le Décret 70-708 du 31 juillet 1970 concernant le statut de résidence des commerçants,

Vu l'arrêté Ministériel du 03 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix, Vu l'instruction du Premier Ministre du 6 août 1985 relative au développement du commerce non sédentaire,

Vu l'arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur,

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date du 21 janvier 2022 fixant les droits de place pour l'année,

Vu l'avis favorable de la Commission des marchés en date du 28 janvier 2022,

Considérant que dans l'intérêt général, il convient d'adapter la réglementation du marché de La Teste de Buch à l'évolution du commerce non sédentaire,

Après avoir entendu l'avis des représentants des organisations professionnelles, et les membres de la Commission des marchés.

Considérant qu'il appartient au président de l'EPIC, Office du Tourisme, du Commerce et de l'Artisanat de réglementer les conditions d'usage du marché municipal.



DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Partie I

Dispositions générales

Champ d'application du règlement

Ce règlement applicable au 1er janvier 2022, fixe les règles administratives, techniques et financières régissant les occupations commerciales du domaine public : halle et marchés. Il a vocation à s'appliquer sur l'ensemble du territoire de la Ville de La Teste de Buch.

Ce règlement précise les modalités de l'occupation commerciale de l'espace public dont la finalité est de préserver les principes suivants :

- une occupation du domaine public soumise à autorisation préalable,
- un espace public accessible et sûr,
- un espace public ouvert et de qualité.

La notion d'occupation commerciale du domaine public, les caractéristiques de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public

Article 1 > Gestion du marché

L'EPIC est gestionnaire des marchés depuis le 1er janvier 2022.

Article 2 > Occupation du domaine public

L'EPIC occupe le domaine public communal en vertu d'une convention d'occupation votée au Conseil Municipal en date du 14 décembre 2021. A ce titre il peut délivrer des autorisations d'occupations temporaires à titre commercial.

Article 3 > Bénéficiaires

L'autorisation d'occuper temporairement le domaine public est précaire et révocable. Pour cette raison, la législation sur la propriété commerciale n'est pas applicable. Les emplacements sont non transmissibles et ne peuvent être occupés que par le titulaire, son conjoint et l'employé. Il est interdit de les céder, sous-louer, ou prêter, sous peine d'exclusion.

Sous réserve du cas des abonnés, les candidats à l'obtention d'une surface commerciale ne peuvent ni retenir matériellement celui-ci à l'avance, ni s'installer sur le marché sans y avoir été autorisés. Dans le cas d'une société, c'est son représentant légal ou gérant qui est titulaire de l'autorisation.

Article 4 > Redevance d'occupation du domaine public

En application de l'article L 2213 -6 du code général des Collectivités Territoriales et de l'article L 2125-I du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation du domaine public, même temporaire, donne lieu au paiement d'une redevance d'occupation également dénommée droit de place dans le présent document.

L'occupation du domaine public sans autorisation ne vaut pas création d'un droit au profit de l'occupant sans titre et est également soumise au paiement de la redevance fixée par le conseil d'administration de l'EPIC.

Article 5 > Règles de fixation des tarifs de redevance

Le conseil d'administration de l'EPIC délibère annuellement pour fixer les tarifs qui sont applicables du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante (n+1).

Article 6 > Règlement de la redevance

La redevance est due par l'occupant selon les modalités définies par le présent règlement et par l'autorisation délivrée par l'EPIC. En cas de demande en cours d'année, la redevance est calculée au prorata du temps d'occupation sur l'année civile.

Les modalités de paiement sont définies par l'autorisation délivrée par l'EPIC.

Pour les occupations du domaine public 2 modes de facturation sont possibles :

- Reçu de paiement de la redevance d'occupation du domaine public pour les bénéficiaires sans abonnement ;
- Ou facture / avis de somme à payer avec un terme à échoir pour les bénéficiaires d'un abonnement.

Article 7 > Exonération

Les demandes de dégrèvement de redevance doivent être motivées et sollicitées par courrier à l'EPIC pour les cas de :

- travaux de l'EPIC empêchant l'exploitation de l'autorisation d'occupation commerciale du domaine public, pour une durée au moins égale à 3 jours
- arrêté de péril, non imputable au titulaire de l'autorisation de l'occupation commerciale du domaine public, empêchant l'exploitation de l'autorisation d'occupation commerciale du domaine public, pour une durée au moins égale à 3 jours
- longue maladie (plus de 3 mois) sur présentation de justificatif
- des arrêtés municipaux pris en application des avis de vigilance, des bulletins météorologiques et des arrêtés préfectoraux liés aux aléas climatiques, aux crises sanitaires et à la sécurité des biens et des personnes

L'EPIC Office de Tourisme, du Commerce et de l'Artisanat après consultation du Conseil d'Administration peut, de manière exceptionnelle prononcer des exonérations au cas par cas.

Le service en charge de l'occupation commerciale du domaine public

Les receveurs-placiers sont des agents de l'EPIC, chargés, dans le cadre de leurs fonctions, de faire respecter le présent règlement conformément aux articles L 123-30 et R 123-208-6 du Code de Commerce.

Les receveurs-placiers sont régisseurs et à ce titre, ils perçoivent les droits de place. Les tarifs d'occupation du domaine public sont fixés annuellement par délibération du Conseil d'Administration de l'EPIC.

Les receveurs - placiers de l'EPIC sont seuls habilités pour désigner les emplacements aux commerçants où leur installation est possible quelle que soit la nature du commerce lors de toute manifestation organisée par la Ville ou l'EPIC.

Afin de faire respecter le présent règlement ils peuvent solliciter le concours de la police municipale et/ou de la police nationale.

L'activité de receveur-placier ne peut donner lieu à aucun pourboire. Ces pratiques sont formellement interdites sous peine de suppression de l'emplacement sans indemnités pour le commerçant et, avec application des poursuites pénales et disciplinaires à l'encontre de l'agent.



LA HALLE ET MARCHÉS

Partie 2

La halle et marchés

Article 8 > La Commission des marchés

La commission paritaire de la halle et des marchés est composée des membres suivants :

- Six représentants (M. le Maire et cinq élus désignés par le Conseil Municipal),
- Six commerçants non sédentaires,
- Six commerçants de la halle,
- Un représentant de la Chambre du Commerce et de l'Industrie,
- Un représentant et de la Chambre des Métiers,
- Un représentant du Syndicat des Commerçants non Sédentaires du Sud Ouest,
- Un représentant de la Confédération Intersyndicale de Défense et d'Union Nationale des Travailleurs Indépendants
- Le Président de l'EPIC et ses représentants de l'EPIC (Directrice + collaborateurs)

L'avis de la commission est consultatif. La commission se réunit au moins une fois par trimestre et autant que de besoin à l'initiative de l'EPIC ou à la demande des représentants des commerçants, formulée par écrit. Sur la base d'un ordre du jour et de documents qui lui sont remis pour avis avant arbitrage du président de l'EPIC ou de son représentant, la commission est chargée de se prononcer sur tous les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Elle est consultée dans le cas de la création, du transfert ou de la suppression de la halle ou marchés, à l'occasion de la révision annuelle des tarifs relatifs à la halle et aux marchés, lors de la cessation d'activité d'un commerçant pour examiner la reprise de l'emplacement ou en cas d'aménagements décidés par l'Administration. Plus généralement, elle est habilitée à émettre tout avis concernant l'organisation et le fonctionnement de la halle et des marchés.

Chaque réunion de la commission fait l'objet d'un compte-rendu transmis aux membres ainsi qu'aux commerçants par mail et affiché dans la halle sur le tableau prévu à cet effet.

Toute vacance d'emplacement est affichée au sein de la halle.

Tous les 2 ans, il est procédé, par l'instauration d'un vote au sein du marché, au renouvellement des représentants des commerçants siégeant à la Commission paritaire. Ce scrutin se déroule à bulletin secret. Est considéré comme démissionnaire le commerçant n'ayant pas participé aux 3 dernières réunions de la commission. Tout commerçant membre démissionnaire sera remplacé par le suivant sur la liste des élus.

Lorsqu'un sujet de l'ordre du jour concerne un vote, celui-ci est soumis, par le président de l'EPIIC aux membres. Le sujet est présenté par le gestionnaire administratif du marché qui répond aux questions des membres de la commission. Cette phase est suivie d'un vote à bulletin secret. Tous les membres ont droit de vote, en dehors des fonctionnaires de la collectivité.

Article 9 > Statut des occupants de la halle et des marchés

Pour pouvoir exercer une activité commerciale dans la halle ou sur le marché du centre-ville, le candidat doit fournir les documents suivants au plus tard le 28 février de l'année en cours d'exploitation :

Une pièce d'identité en cours de validité

Un extrait K-bis de moins de 3 mois

Un relevé d'identité bancaire pour ceux assujettis au prélèvement automatique (toute modification de coordonnées bancaires devant être transmise aux autorités gestionnaires le plus rapidement possible).

Une assurance responsabilité civile professionnelle.

Un certificat de conformité des hottes pour les commerçants de la halle

Une carte permettant d'exercer une activité commerciale ou artisanale ambulante en cours de validité (décret n° 2009-194 du 18 février 2009 relatif à l'exercice des activités commerciales et artisanales ambulantes)

La personne physique ou morale souhaitant exercer son activité (ou faire exercer par son conjoint ou son employé) hors du territoire de la commune où est située son habitation ou son principal établissement, doit être titulaire d'une carte permettant l'exercice d'une telle activité.

Dans l'attente de la carte ci-dessus mentionnée, et dans un délai d'un mois à compter du dépôt du dossier complet de demande de carte auprès des autorités compétentes, le commerçant dispose d'un certificat provisoire délivré à sa demande par la chambre de commerce et d'industrie ou par la chambre des métiers.

Sont concernées :

- les personnes immatriculées au registre du commerce et des sociétés (RCS);
- les personnes immatriculées ou au répertoire des métiers (RM);
- les personnes dispensées d'inscription au RCS dans le cadre du régime de l'autoentrepreneur.

La carte est obligatoire :

- pour le commerçant disposant d'un domicile ou d'une résidence fixe ou d'un siège hors de la commune ou a lieu l'activité ;
- pour le commerçant ne disposant pas de résidence ou de domicile fixe de plus de six mois.

Sont dispensés : les professionnels sédentaires exerçant sur le ou les marchés de la commune où ils ont leur habitation ou leur principal établissement.

Livret de circulation

Les professionnels sans domicile ni résidence fixe doivent détenir un livret spécial de circulation, modèle A. Le livret spécial de circulation, modèle A, porte mention du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et/ou du répertoire des métiers. Ces mentions doivent être validées tous les deux ans par les greffes ou les chambres des métiers. Le récépissé de consignation délivré par les services fiscaux ne peut en aucun cas autoriser son titulaire à exercer une activité ambulante.

Les salariés des professionnels précités doivent détenir :

- soit la photocopie de la carte permettant l'exercice d'activités ambulantes de leur employeur et un bulletin de salaire datant de moins de trois mois ;
- soit le livret spécial de circulation, modèle B.

Exploitants agricoles et pêcheurs professionnels :

Pour les exploitants agricoles : attestation des services fiscaux justifiant qu'ils sont producteurs agricoles exploitants ; carte d'inscription à la Mutualité sociale agricole (MSA)

Pour les pêcheurs professionnels : inscription au rôle d'équipage délivrée par l'Administration des affaires maritimes, livret professionnel maritime, agrément sanitaire.

Article 10 > Street marketing

La halle ainsi que le marché de la ville peuvent accueillir des structures souhaitant mettre en place des opérations de « street marketing » à des fins publicitaires. Ces dernières doivent faire valider leur projet auprès de l'EPIC et s'assurer que leur manifestation ait un caractère festif apportant une valeur ajoutée au marché.

Article 11 > Contrôle de l'autorisation

Les agents en charge du placement (receveurs -placiers) sur le marché sont habilités à effectuer le contrôle des pièces justificatives ci-dessus, sans préjudice des contrôles effectués par les agents de la force publique. Aucun emplacement ne sera accordé aux personnes ne pouvant présenter les documents réglementaires énoncés ci-dessus.

Article 12 > Circulation de la clientèle et sécurité des personnes

Pour assurer la sécurité du public et conserver la fluidité de la circulation des clients, il est impératif que les allées ne soient pas encombrées par des matériels et produits commerciaux. Elles doivent restées libres.

Afin de conserver la visibilité de l'ensemble du marché, aucun étalage situé au centre de la Halle, mobilier ou publicité ne devra dépasser 1m 80 de haut.

Par ailleurs, Il est interdit :

- De gêner la circulation, d'obstruer les portes et issues de secours
- De déposer momentanément ou de laisser séjourner, sous quelque prétexte que ce soit, dans les allées réservées à la circulation, des marchandises ou des objets quelconques
- De circuler à bicyclette ou même en tenir une à la main
- De pénétrer avec un véhicule à moteur autre que pour l'entretien, sauf pour les véhicules PMR
- De stationner de quelque manière que ce soit dans les passages réservés à la circulation
- De racoler les clients, crier les prix ou la marchandise, de vendre dans les allées
- De mendier, de proposer des jeux de hasard ou d'argent
- D'y laisser pénétrer des animaux sauf les chiens guides
- De fumer dans la halle, pendant ou en dehors des horaires d'ouverture à la clientèle
- De consommer de l'alcool dans la halle, pendant ou en dehors des horaires d'ouverture à la clientèle conformément aux articles L 3335-I à 10 du code de la santé publique ; à titre exceptionnel sur des animations organisées par les occupants et/ou sous forme de dégustation, une autorisation pourra être délivrée sur demande écrite à l'autorité territoriale.

Toute occupation portant atteinte à la sécurité des personnes sera sanctionnée conformément à l'article 54 du présent règlement.

Article 13 > Atteintes à l'ordre public et à la sécurité des personnes

Afin de limiter les nuisances sonores pour les riverains, les exposants s'engagent à ne pas utiliser de matériel bruyant (groupe électrogène, appareil de sonorisation...).

Tout trouble de l'ordre public, toute agression verbale ou physique envers d'autres commerçants, le public ou le personnel municipal, aura pour conséquence un relevé d'infraction et une fermeture temporaire du banc pour la journée, dans l'attente d'une décision des suites à donner par le président de l'EPIC.

La halle

Fonctionnement de la Halle de La Teste de Buch

Article 14 > Horaires d'ouverture et de fermeture au public

Septembre à Juin : du Mardi au Samedi : de 8h00 à 13h30 (fermeture le lundi)

Juillet – Août : tous les jours de 7h30 à 14h30 et les dimanches toute l'année

Des aménagements pourront être adaptés pour les périodes de fêtes, vacances scolaires et jours fériés.

Article 15 > Horaires et jours spécifiques d'ouverture et fermeture sur demande des commerçants

Lors d'événements particuliers tels que les fêtes de fin d'année, les jours fériés, ou toute autre demande que proposeront les commerçants, des aménagements seront possibles : ouverture exceptionnelle les lundis et/ou horaires aménagés ; la demande devra être faite auprès de l'EPIC au minimum 1 mois avant la date de l'événement afin d'adapter les prestations des partenaires extérieurs (société de nettoyage, vidéosurveillance, astreinte).

Les commerçants qui souhaitent travailler dans le marché, recevoir des livraisons ou accéder à leurs bancs après sa fermeture au public doivent demander l'autorisation à l'EPIC 48 heures avant le jour concerné en précisant le jour et les horaires souhaités. Un code personnel à usage unique leur permettra alors d'accéder la halle jusqu'à 17h.

Par ailleurs, seuls les commerçants du marché, la société de nettoyage et le personnel de la Ville et de l'EPIC sont autorisés à accéder au marché après sa fermeture au public.

Article 16 > Affichage et informations sous la Halle

Un tableau d'affichage aux abords du bureau des placiers est à disposition des commerçants et des services de la Ville et de l'EPIC. Les informations qui sont affichées sont uniquement en lien avec l'activité de la Halle.

De même, toute publicité est interdite sous la halle sauf si elle concerne une action de promotion pour le développement économique du lieu ou des différentes animations organisées par la Ville.

Les redevances d'occupation des étals votées par délibération du Conseil d'Administration ainsi que la participation aux différentes charges sont affichées dans la halle.

Les professionnels installés sur le marché devront respecter la législation et la réglementation concernant leur profession et notamment les règles d'information du consommateur ainsi que celles relatives au contrôle des instruments de mesure.

Avant le début des ventes, les commerçants sont tenus d'apposer sur leur étal, par tout moyen à leur convenance, un panneau précisant leur nom ou raison sociale.

L'affichage de la nature, de la qualité, de l'origine et du prix des produits à vendre est obligatoire. Les commerçants vendant exclusivement les produits de leur exploitation doivent indiquer leur qualité de producteur.

Article 17 > Vacance d'un étal

Toute vacance d'emplacement fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage à l'intérieur de la halle ainsi que dans la presse locale.

Article 18 > Critères d'attribution d'un étal

Les règles d'attribution des bancs au sein de la halle sont fixées par le président de l'EPIC, après avis consultatif de la commission des marchés, en se fondant sur l'intérêt que représente l'activité proposée par le ou les candidats.

Une procédure de publicité est mise en œuvre désignant le type d'activité souhaitée ainsi que la date limite de dépôts des dossiers de candidature. Un accusé réception du dépôt est délivré. Les dossiers des candidats sont rendus anonymes puis transmis aux membres votants de la Commission pour étude.

Il ne peut être attribué qu'un seul emplacement par commerçant ou entreprise.

L'EPIC peut décider de refuser l'attribution d'un étal pour un motif d'ordre public, d'hygiène, et d'équilibre de l'offre commerciale sur le marché.

Article 19 > Dossier de candidature pour la reprise d'un étal

Toute personne qui souhaite occuper un étal ou tout commerçant déjà présent dans la halle et souhaitant un changement d'étal doit en faire la demande écrite à l'EPIC.

Ces demandes écrites sont à renouveler tous les ans en début d'année civile, avant le 31 janvier. Aucune relance ne sera effectuée par l'administration, le postulant devra veiller à renouveler sa demande sous peine de voir celle-ci automatiquement supprimée de la liste au 31 janvier de l'année suivante.

Le renouvellement de la demande hors délais ne permet pas de conserver l'ancienneté de celle-ci. La date d'ancienneté prise en compte sera la date de réception du courrier, l'EPIC considérant alors que c'est une première demande.

Si un commerçant refuse une proposition d'étal validée en commission paritaire et souhaite maintenir son inscription sur la liste d'attente, il perdra le bénéfice de l'ancienneté et sera positionné en fin de liste.

Il devra fournir à l'appui de sa demande :

Pour un changement d'emplacement afin d'y exercer la même activité :

- extrait d'inscription au R.C.S. (Registre du Commerce et des Sociétés) ou
- extrait d'inscription au R.M. (Registre des métiers) ou
- carte permettant d'exercer une activité commerciale / artisanale ambulante de moins de 3 mois

Pour une première entrée dans la halle :

- un descriptif détaillé du projet commercial : activité envisagée, liste des produits vendus...
- le compte d'exploitation prévisionnel : Recettes prévisionnelles, emprunts et aides sollicités
- dépenses prévisionnelles : loyers, charges salariales, autres charges, reprise d'équipements, achat de matériel, etc...
- une fiche individuelle d'état civil, celle du Président Directeur Général ou du gérant dans le cas d'une société
- extrait d'inscription au R.C.S. (Registre du Commerce et des Sociétés) ou au R.M. (Registre des métiers) ou carte permettant d'exercer une activité commerciale ou artisanale ambulante en cours de validité
- pour les nouveaux commerçants, N° d'affiliation provisoire dans les 15 jours suivant l'attribution par la commission consultative des Halles et Marchés.

Article 20 > Portée de l'autorisation

Les étals restent propriété de la Ville ainsi que toutes installations fixes indissociables et devenues immeubles par destination, (comptoir, carrelage, revêtements muraux, etc...).

La nature du commerce et des produits vendus ayant fait l'objet d'une demande écrite précise émanant du commerçant occupant les lieux et ayant été communiquée pour avis aux membres de la commission paritaire, le commerçant ne peut décider d'aucune modification sans accord préalable de l'EPIIC après avis de ladite commission.

L'autorisation d'exploiter un banc reste personnelle, incessible et ne crée aucun droit de propriété commerciale, celle-ci est renouvelée tous les ans sauf infraction répétée au règlement ou avis contraire de la Commission des marchés.

Les commerçants ne peuvent en aucun cas et sous aucun prétexte, ni céder, ni prêter, ni sous louer en tout ou partie la concession en vertu de laquelle ils occupent un banc ou ses dépendances, ni en faire l'objet d'une transaction quelconque ou mutation de quelque nature que ce soit, même à titre gratuit.

Le banc ne pourra donc être occupé que par son titulaire, un membre de sa famille ou une personne attachée à son entreprise.

Article 21 > État des lieux d'entrée et de sortie

Un état des lieux lors de la prise de possession de l'étal est dressé contradictoirement par l'EPIC et le représentant habilité de l'occupant. Il en est de même lorsque l'occupant libérera l'étal quel qu'en soit le motif. Le commerçant qui cesse son activité doit restituer son étal libre de tout équipement et en parfait état de propreté.

L'EPIC constatera la réalité de l'évacuation et de la propreté de l'étal restitué ; dès lors le commerçant ne sera plus redevable de la redevance d'occupation du domaine public.

À défaut, la Ville se charge de l'évacuation des biens mobiliers demeurés dans l'étal et pourra faire intervenir une société de nettoyage privée. Les prestations de nettoyage et d'enlèvement du matériel subsistant seront facturées à l'occupant sortant.

Les équipements fixes restants devenus immeubles par destination sont propriété de la Ville et n'ouvrent droit à aucune indemnisation.

Article 22 > Règles d'exploitation d'un étal

Il est interdit au titulaire du banc d'exercer une nature de commerce autre que celle pour laquelle il a obtenu l'autorisation d'occupation.

Le commerçant doit impérativement respecter les jours et horaires de présence sur le marché. Les bancs doivent permettre l'accueil du public à l'heure d'ouverture.

Ainsi, l'organisation du chargement des marchandises exige une cohérence avec l'heure de fermeture du marché municipal. Les bancs ne pourront être libérés qu'à l'heure de fermeture au public du marché et au plus tard une heure après. Sauf dérogation, toute vente est rigoureusement interdite après la clôture du marché.

Les titulaires d'étal doivent exercer leur activité commerciale au moins 6 jours par semaine, les jours étant définis dans l'autorisation d'occupation commerciale du domaine public. Les titulaires devront signer un engagement et afficher visiblement leurs jours de fermeture sur l'étal.

Les périodes de congés devront être communiquées 15 jours avant à l'EPIC et affichées visiblement sur l'étal, à défaut la pénalité pour non présence sera applicable. Les congés pour maladie seront pris en compte sur justificatif médical mais ne seront pas exemptés du paiement de la redevance pour l'occupation du domaine public. En revanche, les commerçants obligés de fermer leurs bancs en cas de longue maladie ou d'accident entraînant une absence de plus de 3 mois seront exemptés du paiement de la redevance, sur présentation d'un justificatif. L'autorisation d'occupation des bancs est attribuée pour la durée d'exploitation, renouvelable par reconduction expresse. Il pourra y être mis fin soit unilatéralement par décision de l'administration pour des raisons d'ordre public ou sanitaire soit par le commerçant à l'occasion d'une cessation d'activité par lettre recommandée avec A.R deux mois avant la date d'expiration souhaitée.

Article 23 > Pénalité pour non-respect des jours de présence et horaires d'ouverture

Les absences programmées doivent être justifiées 24h avant auprès des placiers. En cas de non-respect du calendrier, dûment constaté par les placiers, un rappel à la réglementation sera adressé par courrier au contrevenant et les sanctions administratives s'appliqueront.

Article 24 > Matériel et marchandises sous la Halle

A la fermeture de l'établissement les étals doivent être débarrassés de toute marchandise. Le matériel indispensable à l'exploitation ne peut être laissé sur place. En cas de non-respect de cette disposition, l'occupant sera seul responsable en cas de vol ou de dégradation. Le matériel nécessaire à l'activité est considéré comme dangereux et devra être soustrait aux regards des usagers afin de préserver la sécurité dans la halle.

Article 25 > Redevance d'occupation pour la mise à disposition d'un étal

Le montant de la redevance est fixé par délibération du Conseil d'Administration de l'EPIIC de l'année N-1 et entre en vigueur au 1er janvier de chaque année civile.

Les abonnements sont prélevés automatiquement et mensuellement, sauf dérogation exceptionnelle et temporaire. La redevance mensuelle inclut les frais des fluides (électricité, eau) ainsi qu'une participation à la vidéosurveillance et au système d'accès permettant l'entrée dans la halle en dehors des heures d'ouverture au public.

En cas d'impayés des redevances, un titre de recettes est émis et transmis pour recouvrement à la Trésorerie d'Arcachon. A défaut de paiement de la redevance et après mise en demeure restée sans effet, l'EPIIC se réserve la possibilité de révoquer l'autorisation d'occupation du domaine public dont bénéficie l'occupant.

Article 26 > Sécurité des installations dans la halle

Pour des raisons de sécurité, les différents modes de réfrigération, de cuisson ou de réchauffe autorisés dans la Halle doivent respecter les normes en vigueur et être autorisés.

Électricité : les installations électriques toutes puissances confondues ne doivent pas excéder 20 KW, quels que soient les appareils de cuisson.

Réfrigération : les étals devront répondre aux normes d'hygiène et de salubrité en vigueur.

Hotte : Le nettoyage des hottes reste à la charge des occupants de chacun des stands, les conduits sont pour leur part à la charge de l'EPIIC. Pour ce faire l'occupant devra passer un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée et fournir en début d'année une attestation datée de maintenance et de nettoyage.

Contrôles techniques : l'entretien des étals et la vérification des installations techniques sont à la charge exclusive des occupants qui sont également tenus de réaliser les éventuels travaux de mise en conformité des installations électriques ou de gaz. Cette mise en conformité doit se faire obligatoirement avec un professionnel agréé avec délivrance d'une attestation qui devra nécessairement être transmise à l'EPIC.

Le contrôle annuel des installations techniques (installations électriques, appareils de cuissons, installations frigorifiques,) est réalisé par un organisme de contrôle agréé, qui délivre un rapport de vérification puis par une entreprise spécialisée qui délivre le renseignement du registre de sécurité pour le suivi des contrôles basse et haute tension.

Ces contrôles sont à la charge de l'EPIC qui doit cette prestation en sa qualité de propriétaire du site. Les vérifications annuelles relatives à l'unité de production (four, piano...) sont prises en charge individuellement par chaque occupant d'étal.

Le commerçant est tenu de réaliser les interventions prescrites par l'organisme de contrôle, à défaut la Ville se réserve le droit de révoquer l'autorisation d'occupation du domaine public.

S'agissant d'un Établissement Recevant du Public (E.R.P.) et conformément au Code de la construction et de l'habitation : R123-43 et R123-48, la collectivité organisera les vérifications périodiques annuelles des locaux communs mis à disposition des commerçants (machine à glace, chambres froides, réserves sèches, WC) ainsi que du matériel (clim, digicode, alarme...) sauf en cas de dégradation et/ou de défaut d'entretien flagrant.

Les visites périodiques effectuées par la commission de sécurité donneront lieu à prescriptions individuelles si nécessaire de la part du S.D.I.S. ; l'occupant devra assurer la mise en conformité des installations aux normes en vigueur selon les termes du rapport émis.

Le commerçant est tenu de réaliser les interventions prescrites par l'organisme de contrôle, à défaut l'EPIC réserve le droit de révoquer l'autorisation d'occupation du domaine public.

Pour les installations de gaz de ville, le commerçant devra systématiquement fournir, une attestation de vérification annuelle de ces installations. À défaut l'EPIC se réserve le droit de révoquer l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les commerçants devront impérativement se conformer à toutes règles de sécurité et d'hygiène qui leur seront imposées par l'administration municipale et notamment :

- Toute cuisson est interdite à l'intérieur du marché à l'exclusion des bancs équipés à cet effet dans l'implantation initiale ;
- Chaque banc équipé d'un matériel de cuisson doit disposer d'un extincteur ;
- Aucun appareil de chauffage n'est admis autre que celui destiné au bâtiment ;
- La production d'eau chaude sanitaire sera faite uniquement par cumulus électrique dont l'entretien et le remplacement seront assurés par la collectivité ;
- Tout élément flottant de décoration (enseigne, calicot...) d'une surface supérieure à 0.5 m² sera réalisé en matériau classé M1 (difficilement combustible) ou équivalent (nouvelles normes)
- Toute pose d'enseigne doit faire l'objet d'une demande d'autorisation ainsi que d'une modification de façade.
- En cas de non-respect de la réglementation en vigueur, l'enlèvement immédiat des éléments non conformes sera imposé.

L'EPIC se réserve le droit d'interdire la vente de tout produit dangereux ou portant atteinte à la salubrité, l'hygiène, la sécurité publique et aux bonnes mœurs.

Article 27 > Propreté / Nettoyage – Hygiène

Durant toute la période de vente, les commerçants sont tenus d'assurer, par leurs propres moyens, un état permanent de propreté de leur installation, emplacement et ses abords avant, pendant et après l'ouverture du marché. Le nettoyage des bancs, réserves et chambres froides est à la charge de l'exploitant. Ce nettoyage doit être effectué après chaque marché.

Chaque commerçant prendra un contrat auprès de la COBAS afin d'obtenir des conteneurs qui seront stockés dans le local « poubelle » réfrigéré.

L'enlèvement de tout autre déchet (carton, polystyrène, cagettes, plastique, ...) sera assuré par chaque commerçant qui devra les acheminer soit vers un centre de transfert, soit vers une déchetterie soit au sein d'un réceptacle prévu à cet effet par l'administration.

Le nettoyage doit être réalisé à l'aide de produits respectant l'environnement.

Le nettoyage des espaces dédiés au public sera réalisé par une société privée après la tenue du marché journalier.

Tout banc en mauvais état d'entretien ou de propreté entraînera une procédure de retrait d'exploitation. Les commerçants sont responsables des dégâts et des accidents provoqués du fait de leurs installations, leurs matériels ou leurs marchandises et de leurs employés.

Tout dommage causé au sol, aux bâtiments ou aux installations mis à disposition des commerçants sera réparé aux frais des contrevenants. En effet, la ville et l'EPIC ne garantissant pas les dommages induits par ces matériels et marchandises (vol, incendie, dégradations diverses, etc..).

Les professionnels installés au sein de la halle du marché devront respecter la législation et la réglementation concernant leur profession et notamment les règles de salubrité et d'hygiène.

Les marchands de volaille, triperie, viande et poissons devront, avec des produits respectant l'environnement, nettoyer et désinfecter leurs emplacements avant leur départ.

Il est interdit de répandre de l'eau ou tout liquide et corps gras sur le sol ou dans les regards affectés aux eaux pluviales. Les eaux usées doivent être recueillies et déversées dans des réceptacles spécifiques. Elles ne doivent en aucun cas être répandues sur le sol.

Aucune marchandise ou aucun déchet ne devra occasionner durant les heures d'ouverture au public de gêne à la circulation des personnes à l'intérieur et aux abords du marché couvert. Toutes les prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène des produits alimentaires mis à la vente doivent être appliquées.

L'accès aux zones des chambres froides et sèches ainsi que des machines à glace est exclusivement réservé aux commerçants et à leurs employés de la halle.

Pour ce faire, les commerçants disposent d'un code personnel à usage unique leur permettant l'exclusivité d'accès.

Le placier est chargé d'assurer un accompagnement et un contrôle auprès des commerçants pour le respect de ces règles.

Les commerçants exerçant une activité dans la Halle doivent se conformer aux règles de valorisation des déchets suivant les consignes affichées dans le local à déchets.

A l'ouverture de la halle au public, tous les déchets et emballages doivent être conservés à l'intérieur de l'étal. En aucun cas, ils ne peuvent être déposés dans les allées de circulation.

Une société de nettoyage mandatée par l'EPIC dans le cadre d'une procédure de commande publique intervient pour l'entretien des parties communes et la gestion des déchets après dépôt par les commerçants dans les goulottes dédiées. La société de nettoyage intervient sur le nettoyage des locaux techniques destinés aux traitements des déchets et la préparation des conteneurs à la collecte. Les commerçants doivent organiser eux-mêmes le tri de leurs propres déchets avant de les déverser dans les goulottes.

Toute dégradation, négligence, défaut d'entretien d'un étal dûment constaté et notifié au contrevenant sera susceptible d'être sanctionné par une révocation de l'autorisation d'occupation.

Article 28 > Circulation et stationnement des véhicules des occupants et de leurs salariés

Les livraisons pourront commencer sur le quai de déchargement les mardis, mercredis, et vendredis à 6 H 30 et devront s'achever au plus tard à 09 H 30. Un ordre de déchargement devra être respecté en tenant compte de l'ampleur des livraisons et de leur nature.

Pour les commerçants dont l'activité nécessiterait un ravitaillement supplémentaire pendant les heures d'ouverture du marché :

- Ils devront être effectués par le quai de déchargement ;
- Le temps de livraison ne devra pas excéder 10 minutes ;

Après déchargement, les véhicules appartenant aux commerçants du marché couvert ne devront pas stationner sur le site, ni sur les voies limitrophes pour ne pas gêner la circulation des piétons et de la clientèle, ni le fonctionnement du carreau extérieur. Le stationnement devra s'effectuer sur les parkings réservés à cet effet.

Article 29 > Travaux

Les travaux au sein d'un étal, quelles que soient leur nature et leur importance, ne peuvent être réalisés sans l'accord préalable et formel de l'EPIC OT. Les projets envisagés devront parvenir à l'EPIC, par écrit et annexé du descriptif technique détaillé des travaux, un mois au moins avant la date prévue de début des travaux. Les travaux seront présentés en Commission Paritaire et l'occupant devra attendre l'accord écrit de l'EPIC pour démarrer le chantier.

Les aménagements ou installations ainsi réalisés par le concessionnaire doivent être démontables. Celui-ci ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation si ce dernier ne souhaite pas récupérer lesdits aménagements.

Les meubles meublants ou dispositifs mobiles pourront être enlevés ou cédés au nouveau concessionnaire sans qu'à aucun moment l'administration municipale n'ait à intervenir dans une quelconque transaction entre le concessionnaire et le successeur désigné par l'EPIC après avis de la Commission Paritaire.

Les matériels destinés au fonctionnement des chambres froides restent la propriété de la collectivité qui a en charge sa surveillance et son entretien.

Tout matériel destiné à la protection du banc face aux actes de malveillance (caméra, alarme) doit être expressément autorisé par l'EPIC à condition que le dit matériel ne puisse intervenir ou avoir une capacité d'action en dehors de l'espace intérieur du banc et sans que celui-ci puisse visionner ou enregistrer des images du public des installations commerciales voisines ou des espaces communs.

Les travaux devront obligatoirement être réalisés lorsque la halle est fermée à la clientèle.

À savoir : en priorité le lundi jour de fermeture et en cas de nécessité du mardi au vendredi à partir de 13 heures 30 et jusqu'à 17h00, heure de fermeture de la halle.

Dès la fermeture du marché au public, le bâtiment est mis sous alarme et les commerçants doivent demander une autorisation expresse des services de l'EPIC afin de pouvoir accéder au marché via leurs codes personnels à usage unique.

Il est entendu que les installations indissociables du bâtiment ou les travaux d'aménagement faits par les occupants à leurs frais, à l'intérieur de leur emplacement, deviennent dès réception des travaux, immeuble par destination et propriété de la Ville de La Teste de Buch.

Les travaux de transformation ou d'aménagements autorisés seront effectués aux frais et sous la responsabilité exclusive du titulaire de l'emplacement et contrôlés à leur achèvement par les services techniques municipaux.

L'exécution de travaux, même immobiliers, dans un emplacement de vente, n'enlève rien au caractère précaire et révocable de l'autorisation d'occupation.

Toutes modifications ou dommages causés au mobilier du bâtiment, matériels appartenant à la Ville pourront faire l'objet de contraventions ou de poursuites judiciaires pour les préjudices causés à l'ouvrage.

Article 30 > Interruption temporaire d'activité

Le commerçant devant interrompre son activité devra en avertir l'EPIC par écrit en justifiant de son incapacité momentanée à exercer. Cette interruption d'activité ne suspend pas le règlement de la redevance.

N'altère pas son assiduité, l'abonné qui s'absente pour des congés. Cependant, il a l'obligation d'en déposer les dates auprès des placiers quinze jours avant et de procéder à un affichage sur son banc indiquant les dates et les raisons de sa fermeture temporaire.

En cas de maladie, maternité ou accident grave attestés, le titulaire d'un emplacement conserve tous ses droits. Il peut se faire remplacer temporairement par son conjoint ou un de ses descendants ou ascendants. L'absence du titulaire ne pourra excéder trois mois sauf en cas de longue maladie sur présentation de justificatif.

En cas de décès d'un concessionnaire, l'autorisation est éteinte et les droits d'occupation payés à l'EPIC lui resteront acquis. Néanmoins, si le défunt laisse un conjoint survivant ou des employés qui souhaitent reprendre l'activité, ceux-ci seront prioritaires pour l'attribution du banc dans les mêmes conditions.

Dans tous les cas, le titulaire reste redevable des droits de place et d'attribution.

L'absence injustifiée dès la première journée pourra entraîner des pénalités financières dont le tarif est fixé par le Conseil d'Administration de l'EPIC.

Au terme de 6 mois d'arrêt de l'activité, l'autorisation sera déclarée caduque à défaut pour le commerçant de reprendre l'exploitation de son étal par tous moyens légaux à sa disposition (mise en gérance, salarié, etc...).

Article 31 > Cessation définitive d'activité

Le commerçant qui souhaite cesser définitivement son activité devra en avertir l'EPIC par écrit au moins 2 mois avant la date effective de la fermeture.

Article 32 > Exclusions

L'attribution d'un banc et ses dépendances présente un caractère temporaire, précaire et révocable. Selon les règles du Code des Propriétés publiques pour ce qui concerne les autorisations d'occupation temporaire. Il peut y être mis fin pour un motif tiré de l'intérêt général ou de l'ordre public après un préavis de deux mois.

Le retrait de cette attribution pourra être prononcé par l'EPIC par lettre recommandée avec AR en précisant le détail et le nombre des infractions sans que

le titulaire puisse prétendre à un quelconque remboursement des sommes versées, notamment en cas de :

- Défaut d'occupation durant 3 semaines sans motif légitime et justifié.
- Travaux indispensables sur le banc de l'abonné.
- Infractions répétées aux dispositions du présent règlement, ces infractions ayant fait l'objet d'un avertissement écrit et, le cas échéant, d'un procès-verbal de contravention.
- Comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique.
- Non-respect des jours de présence ou horaires d'installation et de fermeture.

Dans tous les cas où l'occupation temporaire d'occupation serait résiliée et remise à la disposition de l'EPIC, le concessionnaire sera tenu de libérer dans les huit jours son emplacement et de procéder dans le même délai à l'évacuation des équipements et marchandises lui appartenant. Passé ce délai, l'EPIC y procédera à ses frais.

Les organisations professionnelles seront informées des sanctions appliquées.

Article 33 > Participation aux manifestations festives du Marché

L'EPIC organise régulièrement des manifestations festives en dehors des horaires de marché, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Marché Municipal (guinguettes pendant l'été, mais également lors des fêtes d'Halloween et de Noël) ou toutes autres animations.

À ces occasions, les commerçants du marché couvert sont tenus d'y participer. En cas d'absence, ils devront justifier celles-ci 15 jours avant l'événement.

En cas de trop nombreuses absences, l'EPIC se réserve le droit d'annuler la manifestation.



LES MARCHÉS EXTÉRIEURS

Fonctionnement des marchés extérieurs de La Teste de Buch et de Cazaux

Règles d'attribution des emplacements sur les marchés extérieurs

Article 34 > Emplacement sur le domaine public

Nul ne peut présenter, offrir, mettre en vente, placer des marchandises ou du matériel sur le domaine public sans autorisation, ni s'installer sur un autre emplacement que celui qui lui aura été désigné.

Article 35 > Les dénominations des commerçants

Trois types de commerçants peuvent avoir accès aux marchés :

1/ Les commerçants participant régulièrement aux marchés et dénommés « abonnés » :

Un emplacement fixe leur est attribué. Ils respectent un ordre d'arrivée et de départ selon les consignes délivrées par les placiers.

2/ Les commerçants participant occasionnellement aux marchés et dénommés « passagers » :

30 minutes avant l'ouverture au public du marché, un emplacement leur est attribué selon la nature de leur activité, leur ancienneté et régularité, en fonction des places restant disponibles et des besoins du marché. La qualité de l'offre prime sur les autres critères. Le commerçant est ensuite autorisé à s'installer et doit s'acquitter du droit de place. Le ticket délivré pour le paiement des mètres carrés occupés vaut alors autorisation d'occupation.

3/ Les commerçants participants occasionnellement aux marchés dénommés « démonstrateurs » :

Après sollicitation de l'EPIC, les démonstrateurs se disposent de façon à ne gêner en rien les commerçants voisins par l'exercice de leur activité ou par l'attroupement que leur activité provoque.

Nonobstant l'obligation de réserver un emplacement à cette catégorie d'activité, le placier se réserve le droit de leur refuser l'accès au marché, s'il a été précédemment constaté que l'exercice de leur activité constitue un trouble avéré au bon déroulement du marché.

Enfin, sur demande écrite auprès de l'EPIC, peuvent également obtenir l'autorisation de s'installer sur le marché :

- des associations à but non lucratif
- des structures souhaitant mettre en place des opérations de street marketing, des fins publicitaires. Ces dernières doivent faire valider leur projet auprès de l'EPIC et s'assurer que leur manifestation ait un caractère festif apportant une valeur ajoutée au marché.

Article 36 > Répartition des emplacements

- 70 % maximum des places du marché peuvent être dédiés aux « abonnés » ;
- 25 % minimum des places sont réservés aux commerçants dits « passagers »
- 5 % sont réservés aux commerçants dits « démonstrateurs »

Article 37 > Attribution des places d'abonnés

Tout commerçant souhaitant s'abonner ou renouveler son abonnement doit postuler par écrit auprès du Marché Municipal avant le 31 décembre. Les demandes se font via le site web de l'OCA et font l'objet d'une réponse écrite. L'EPIC se réserve le droit ne pas abonner ou réabonner un commerçant en cas d'offre ou comportement inadaptés.

Chaque année, la demande doit obligatoirement être renouvelée (avant le 31 décembre).

La demande présentée peut avoir pour objet :

- Une première demande d'emplacement
- Un réabonnement
- L'agrandissement de la surface déjà utilisée
- Ou un changement d'emplacement.

Si un commerçant souhaite s'abonner en cours d'année, sa demande sera étudiée en Commission des marchés et pourra être accordée uniquement en fonction des besoins du marché et des emplacements disponibles. Les notions d'équilibre et de saine concurrence de l'ensemble des activités commerciales représentées sur le marché guident le choix d'attribution. Le principe général est la reconduction des activités déjà existantes.

L'attribution des emplacements s'effectue en fonction du commerce exercé, des besoins du marché, de l'assiduité des professionnels exerçant déjà en tant que passagers au sein du marché. Le président de l'EPIC, après consultation de la commission des marchés, pourra modifier l'attribution de l'emplacement pour permettre de créer et maintenir une offre diversifiée de produits sur le marché. En cas d'abonnement, le commerçant recevra alors une convention d'occupation temporaire du domaine public qui stipulera les produits autorisés à la vente au déballage. En cas de non-respect de cette convention, l'EPIC se réserve le droit de suspendre l'abonnement.

Article 38 > Assiduité

L'abonné est tenu de signaler son absence programmée au moins 48h avant le jour de marché pour lequel il ne pourra pas être présent. Dès 4 absences injustifiées non signalées, l'EPIC se réserve le droit de suspendre l'abonnement du commerçant non assidu. Un courrier recommandé avec accusé réception sera envoyé au commerçant.

A 7h30, en cas d'absence d'un abonné, sa place sera attribuée à un passager.

N'altère pas son assiduité, l'abonné qui s'absente pour des congés. Cependant, il a l'obligation d'en déposer les dates auprès des placiers (quinze jours avant).

En cas de maladie, maternité ou accident grave attestés, le titulaire d'un espace commercial conserve tous ses droits et reste redevable des sommes dues. Toutefois, et à titre exceptionnel, les abonnés obligés de fermer leurs stands en cas de longue maladie ou d'accident entraînant une absence de plus de 3 mois seront exemptés du paiement de la redevance, sur présentation d'un justificatif.

Il peut se faire remplacer temporairement par son conjoint. L'absence du titulaire ne pourra excéder six mois.

L'emplacement pourra être provisoirement occupé par le commerce de passage, à l'initiative du Placier, sans que de ce fait aucun droit d'antériorité ne puisse lui être reconnu.

Article 39 > Métrage autorisé

Hors configuration contraire, les emplacements sont définis par lots ; ces derniers ont une dimension de 9 M2 chacun (3M X3M).

Cette dernière sert de repère pour la bonne administration de l'espace public. Dès lors qu'elle est matérialisée, elle doit être impérativement respectée par les commerçants.

Les commerçants abonnés ne peuvent obtenir une surface supérieure à 36 m2 sauf ceux exerçant des activités alimentaires, de pépiniériste et horticulture qui pourront obtenir un nombre de lots ne pouvant excéder 54 m² soit 6 lots.

Le commerce de passage pourra obtenir un nombre de lots désignés par le Placier selon les disponibilités du marché.

Article 40 > Présentation

Les marchandises ne peuvent pas être présentées à même le sol ou sur des toiles posées à même le sol et doivent être obligatoirement être proposées à la vente sur des bancs de marchés. Les exposants doivent avoir une tenue correcte et en aucun cas être torse nu ou en maillot de bain. De même, toute sonorisation de stand doit avoir fait l'objet d'une demande écrite auprès de l'EPIC. Le volume du son ne doit en aucun cas représenter une gêne pour les commerçants voisins et pour le public.

Les parasols peuvent avancer jusqu'à un mètre en avant de l'éventaire sans que des marchandises y soient suspendues. Ils doivent se trouver à 2,10m minimum de hauteur et être disposés de telle façon qu'ils ne gênent pas la libre circulation des piétons et véhicules de secours. De même les camions qui déploient un « éventaire », partie du camion ou remorque qui s'ouvre et auquel sont parfois suspendues des marchandises doivent respecter la hauteur de 2.10 m. Le placier se réserve le droit de refuser l'accès à un commerçant si son parasol est jugé en mauvais état et pouvant nuire à l'image du marché.

Article 41 > Nature de l'activité

Le marché est réservé aux commerçants non sédentaires ainsi qu'aux Producteurs, Artisans, Marins-Pêcheurs, Artistes libres, etc... après justification de leur qualité.

Les commerçants ambulants sur les marchés extérieurs peuvent proposer des marchandises alimentaires, vestimentaires ou manufacturés ; le type de marchandises autorisées est décidé lors de la création du marché et approuvé par le Conseil d'Administration. La destination du marché ne peut être modifiée sauf nouvelle délibération du Conseil d'Administration.

Les règles d'attribution des emplacements sur le marché sont fixées par l'EPIC, après avis consultatif de la commission des marchés, en se fondant sur des motifs tirés de l'ordre public, de la tranquillité, de la salubrité, d'équilibre et de saine concurrence de l'ensemble des activités commerciales représentées sur le marché.

Article 42 > Nature des produits vendus

Les commerçants ne peuvent exercer d'autres activités que celles pour lesquelles ils sont spécialement autorisés par l'EPIC.

Toute personne désirant modifier son activité doit en faire préalablement la demande par lettre adressée à l'EPIC.

La commission des marchés émettra un avis lorsque sera envisagé un changement d'activité sur un emplacement.

Article 43 > Stationnement des véhicules des commerçants

La halle du marché ainsi que les allées de circulation sur le carreau du marché sont interdites à la circulation autre que piétonne, ceci en dehors des opérations de déballage et remballage.

L'usage de cycles, skate-board, rollers, patins ou patinettes y est strictement interdit.

Les véhicules des professionnels devront stationner sur les emplacements qui leur sont réservés :

- Sur le parking du Baou pour les jours de grands marchés.
- Sur le parking Cravey, pour les autres périodes.
- Sur le parking des Maraîchers (réalisation d'ici fin 2022).

La garde du véhicule reste à la charge de son propriétaire. La responsabilité de l'EPIC ne peut être engagée en cas de perte, de vol, détérioration, accident de toute nature.

Seuls les camions réfrigérés indispensables pour des motifs d'hygiène ou de sécurité alimentaire sont autorisés à stationner à proximité du banc du commerçant, à condition qu'ils respectent les règles de sécurité, de circulation et qu'ils n'occasionnent pas de gêne.

En dehors du quai de déchargement, les véhicules d'un poids supérieur à 7 tonnes ne sont autorisés à circuler sur le carreau extérieur.

Article 44 > Distribution de tracts

La distribution de tracts militants et politiques est interdite sur les marchés intérieur et extérieur. Cette distribution est autorisée uniquement en dehors du périmètre du marché extérieur.

Article 45 > Redevance

Les abonnés doivent privilégier le prélèvement automatique et à défaut le paiement par CB ou espèce ou virement. Les prélèvements automatiques ont lieu mensuellement.

Les passagers doivent privilégier les paiements par Carte Bleue et à défaut les paiements par espèce. Les paiements par espèce ne pourront pas dépasser 300€.

Les paiements doivent être effectués le 25 du mois. Les retards de paiement devront être régularisés sous 15 jours. A défaut et sans justificatif, le commerçant pourra perdre sa qualité d'abonné le mois suivant.

Article 46 > Cessation définitive d'activité

Tout abonné qui désire arrêter son activité doit en avertir l'EPIC, par écrit, au moins deux mois avant la cessation d'activité. A défaut la redevance d'occupation du domaine public du mois débuté sera due.

La cession de l'autorisation d'occupation est encadrée par les dispositions de l'article L 2224-18-1 du CGCT. En cas de cession de fonds de commerce, la durée d'exercice de l'activité au sein des marchés extérieurs permettant au titulaire de l'autorisation d'occupation de présenter un successeur est fixée à deux ans. Dans ce cas, le vendeur s'engage à informer l'acheteur de la nécessité de déposer préalablement une demande d'autorisation d'occupation du domaine public auprès de l'EPIC.

Article 47 > Exclusions

L'attribution d'une surface d'activité commerciale présente un caractère temporaire, précaire et révocable. Il peut y être mis fin à tout moment pour un motif tiré de l'intérêt général ou de l'ordre public. Le retrait, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, pourra être prononcé par l'EPIC sans que le titulaire puisse prétendre à un quelconque remboursement des sommes versées ou une quelconque indemnité, notamment en cas de :

- Travaux indispensables sur l'emplacement de l'abonné : celui-ci choisira alors en priorité absolue une place parmi celles disponibles sur le marché pour la durée des travaux et sera réintégré dans sa place dès les travaux terminés.
- Infractions répétées aux dispositions du présent règlement ayant fait l'objet d'un avertissement écrit et, le cas échéant d'un procès-verbal de contravention.
- Comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique.
- Non-respect des horaires d'installation, de fonctionnement, de déroulement et de remballage.
- Non-paiement des droits de place dans les délais impartis.
- Cession, sous-location, prêt d'emplacement.

L'emplacement pourra être provisoirement occupé par le commerçant de passage, à l'initiative du placier, sans que de ce fait aucun droit d'antériorité ne puisse lui être reconnu.

Article 48 > Création, transfert, suppression

La décision de créer, transférer ou supprimer un marché de détail relève de la compétence du conseil d'Administration de l'EPIC, après consultation des organisations professionnelles intéressées et de la commission paritaire des Halles et Marchés qui disposent d'un délai d'un mois pour émettre un avis (article L 2224-18 du Code général des collectivités territoriales).

En cas de transfert de marché ou de restructuration de marché, la distribution des emplacements est faite au vu de l'ancienneté de l'abonnement.

Ces critères d'attribution ne concernent pas les marchés temporaires (exemples: créateurs, producteurs...)

Article 49 > Propreté, Nettoyage et Hygiène

Durant toute la période de vente, les commerçants abonnés et de passage, sont tenus d'assurer, par leurs propres moyens, un état permanent de propreté de leur installation, emplacement et de ses abords, avant, pendant et après le marché.

L'enlèvement de tout déchet sera assuré par chaque commerçant qui devra les acheminer :

- soit vers un centre de transfert
- soit vers une déchetterie
- soit vers un réceptacle désigné par la Municipalité.

Les professionnels installés sur le marché devront respecter la législation et la réglementation concernant leur profession et notamment les règles de salubrité et d'hygiène. Le placier est chargé d'assurer un accompagnement et un contrôle auprès des commerçants pour le respect de ces règles.

Les marchands de volaille, triperie, ou autres denrées similaires devront, avec des produits respectant l'environnement, nettoyer et désinfecter leurs emplacements avant leur départ. Il est interdit de répandre de l'eau ou tout liquide et corps gras sur le sol ou dans les regards affectés aux eaux pluviales.

Les eaux usées doivent être recueillies et déversées dans des réceptacles spécifiques. Elles ne doivent en aucun cas être répandues sur le sol.

Il est interdit de tuer, saigner, plumer ou dépouiller des animaux sur le marché.

Toutes les prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène des produits alimentaires mis à la vente doivent être appliquées.

Article 50 > Caractéristiques du Marché extérieur de La Teste de Buch

Activités représentées :

Activités alimentaires, fleurs, plantes, vestimentaires et produits manufacturés divers

Lieu : Place du Marché

Jours et horaires : le marché est ouvert au public :

- Du 1er septembre au 30 juin du Mardi au Samedi, de 8h00 à 13h30 (fermeture le Lundi)
- Du 1er juillet au 31 août et tous les Dimanches de l'année de 8H00 à 14H00

Des aménagements pourront être adaptés pour les fêtes, vacances scolaires et jours fériés.

Heure d'arrivée des commerçants :

Abonnés :

- Au plus tard à 7H00 du mardi au samedi hors juillet, août
- Au plus tard à 6h30 du lundi au samedi en juillet et août et les dimanches toute l'année

Passagers y compris les démonstrateurs :

- Au plus tard à 7h30 du mardi au samedi hors juillet et août
- Au plus tard à 7H00 en juillet et août et les dimanches toute l'année

Les camions des abonnés devront être sortis pour l'heure d'arrivée des passagers et les camions des passagers devront être sortis pour l'heure d'ouverture au public.

Heure de départ des commerçants abonnés et passagers :

À partir de l'heure de fermeture du marché au public, le commerçant peut alors faire entrer son camion sur la place du marché et a une heure maximum pour remballer.

Article 51 > Caractéristiques du Marché extérieur de Cazaux

Activités représentées : vestimentaires, alimentaires et divers

Lieu : Place du Général de Gaulle

Jours : Mardi et Samedi

Horaires : le marché est ouvert au public de 8h30 à 13h00

Heure d'arrivée des commerçants « abonnés et passagers » :

À partir de 7h00 et jusqu'à 8h15 dernier délai

Heure de départ des commerçants :

À partir de 13h00 et jusqu'à 14h00 dernier délai (remballage y compris).



**MISE EN APPLICATION DU
RÈGLEMENT**

Partie 3

Mise en application du règlement

Article 52 > Contrôle de l'autorisation

L'autorisation d'occupation du domaine public délivrée par l'EPIC devra être présentée à chaque demande à des agents assermentés et à défaut sera réputée non accordée.

Les justificatifs à produire :

Halle Municipale : convention d'occupation temporaire d'un banc renouvelable tous les ans sur demande de l'occupant précisant les jours d'ouverture du commerce.

Marchés extérieurs :

- abonnés : convention d'occupation temporaire renouvelable tous les ans sur demande de l'occupant
- passagers : versement du droit de place contre reçu valant autorisation.

Article 53 > Interdiction ou exclusion

L'EPIC peut refuser une autorisation d'occupation d'emplacement du domaine public ou exclure un commerçant du domaine public pour les motifs non exhaustifs ci-après :

- défaut de documents précisés aux articles 1 et suivants du présent règlement,
- manquement à ses obligations professionnelles (hygiène et salubrité, sécurité, etc...),
- pratiques frauduleuses (déclarations aux organismes sociaux),
- trouble à l'ordre public,
- non-respect du règlement intérieur ,
- non paiement du loyer

Article 54 > Sanctions

Le non-respect de ce règlement est passible de sanctions pénales et administratives.

Les sanctions pénales

Les infractions au présent règlement et aux textes qu'il vise seront relevées par un procès-verbal de contravention délivré par les autorités compétentes qui sera transmis à Mr le Procureur de la République.

Le contrevenant s'expose alors aux sanctions suivantes :

- contravention de 1^{re} classe (article R610- 5 du Code Pénal) pour les installations non-conformes à l'autorisation délivrée
- contravention de 2^e classe (article R632-1 du Code Pénal) le fait de déposer, dans des conteneurs, poubelles ou bennes adaptés aux déchets ou aux emplacements désignés à cet effet pour ce type de déchets par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par cette autorité, notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, de jours et d'horaires de collecte, ou de tri des ordures.
- contravention de 4^e classe (article R-634-2 du Code Pénal) Hors les cas prévus aux articles R. 635-8 et R. 644-2, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements, conteneurs, poubelles ou bennes adaptés aux déchets désignés à cet effet pour ce type de déchets par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, y compris en urinant sur la voie publique, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.
- contravention de 5^e classe (article R116-2 du Code de la Voirie Routière) pour occupation sans autorisation sur domaine public routier ou ses dépendances.

- contravention de 5e classe (article R 1337-6 du Code de la Santé Publique) pour non-respect des conditions d'exercice relatives au bruit lors d'une activité professionnelle

Les sanctions administratives

L'EPIC se réserve le droit de suspendre ou de ne pas renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public pour non-respect du présent règlement ou des conditions prévues par l'autorisation individuelle.

Ainsi, toute infraction ou manquement dûment constaté fera l'objet des sanctions suivantes :

- 1er constat d'infraction : rappel à la réglementation
- 2e constat d'infraction : établissement d'un procès-verbal suivi de la suspension de son autorisation ou abonnement pour 15 jours
- 3e constat d'infraction : établissement d'un procès-verbal suivi de la suspension de son autorisation ou abonnement pour 30 jours
- 4e constat d'infraction : établissement d'un procès-verbal suivi de l'abrogation de son autorisation pour 12 mois concernant le marché extérieur et définitivement pour la halle. Dès 3 ans sans avoir commis de nouvelle infraction, cette comptabilité est remise à zéro.

A noter que toute suspension ou abrogation interviendra après que le bénéficiaire ait été en mesure de présenter ses observations dans les conditions de l'article 24 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans les relations avec l'administration.

Enfin, ne seront renouvelées que les autorisations pour lesquelles les droits d'occupation du domaine public dus au titre des exercices antérieurs ont été acquittés et aucune procédure n'est engagée pour infraction au présent règlement et aux règles qu'il vise. Une suspension ou abrogation de l'autorisation ne peut donner lieu à indemnité au profit du contrevenant.

Affichage

Le présent règlement sera affiché au marché ainsi que dans le bureau des placiers.

Poursuites

Le présent règlement peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet CS 21490, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le 19 avril 2022

EPIC- Office du Tourisme,
du Commerce et de l'Artisanat

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Astrid ZORZABALBERE
Directrice Générale

